

50 réfugiés attendus à Baigorri

SAINT-ÉTIENNE-DE-BAIGORRY La petite commune s'apprête à accueillir des migrants en provenance de Calais. Le VVF leur est ouvert pour trois mois

ASILE L'Europe fait face à l'afflux de réfugiés le plus importants depuis la Seconde Guerre mondiale. Sans être le pays le plus touché, la France voit passer des dizaines de milliers de migrants. Elle s'est engagée à accueillir 24 000 personnes en plus des procédures traditionnelles d'asile, dans les deux ans.

PIERRE PENIN
pennin@sudouest.fr

Il doivent arriver dans la semaine, à Saint-Étienne-de-Baigorri. Des Soudanais, Syriens, Irakiens, Afghans, Érythréens : cinquante personnes bloquées pour peu de temps encore à Calais et sa désormais fameuse « jungle ». La petite commune de Basse-Normandie s'est portée volontaire pour accueillir des réfugiés, quand le ministère de l'Intérieur a recherché en urgence des lieux d'hébergement pour désengorger (lire par ailleurs) la ville nordiste. La terminologie officielle parle de « centres d'accueil et d'orientation ».

Peu importe la nomenclature, à Baigorri, « cela semble normal » au maire. Pour Jean-Michel Coscarat, « on ne peut pas rester insensible au fait que ces gens ont besoin d'aide ». « Ils ont droit à un hébergement à l'approche de l'hiver ». Les élus se sont réunis, ont discuté, et « ça a paru naturel, tout le monde était favorable » : la municipalité va ouvrir son Village vacances familles (VVF) à ces hôtes.

Trois mois

L'établissement ferme après la saison. « On le remet en marche, on rétablit le chauffage, l'eau chaude... »,

résume le premier magistrat. Assez pour y vivre pendant trois mois. C'est la durée sur laquelle Baigorri s'est engagée. A peu de chose près la période hivernale. « Un délai maximum », précise le sous-préfet de Bayonne, Patrick Dallennes. « Les autres expériences de ce type montrent que les personnes restent en moyenne un mois. »

Le représentant de l'État souligne que « le volontariat » est la règle. « Les migrants qui viendront en auront accepté le principe. Ils ne sont pas sous le régime de la rétention. Ils sont libres de leurs mouvements. » La préfecture du Pas-de-Calais décidera des futurs accueillis, mais les autorités ont déjà défini leur profil : ce seront des hommes, célibataires, âgés de 25 à 40 ans.

« Il n'y aura pas d'impact sur les moyens dédiés localement à l'hébergement d'urgence »
Patrick Dallennes

« Certains feront une demande d'asile à la France et suivront la procédure classique. D'autres pourront bénéficier de l'aide au retour ou solliciter l'asile dans un autre pays. »

Calais sous tension

Durant leur répit basque, les réfugiés entendront parler de Calais et de l'Angleterre qu'ils espéraient tous rallier d'une manière ou d'une autre. « Nous les informons de la situation là-bas, avec l'Angleterre qui a bloqué ses frontières. Il s'agit de les dissuader de retourner dans la ville sur la Manche. Cette extrême de la France soumise à d'impor-



Le Village vacances familles de Saint-Étienne-de-Baigorri a été mis à disposition de l'État par la commune pour accueillir 50 réfugiés, pendant trois mois. (PHOTO: NESTRAN/LANQUE)

tes tensions. Cela dans un contexte électoral explosif dans la région Nord-Pas-de-Calais. Saint-Étienne-de-Baigorri a lancé une offre d'emploi de « gardien-nage » pour trois personnes, bientôt affectées au VVF. Le sous-préfet désigne aussi le recrutement de trois travailleurs sociaux : les professionnels d'Atherbea sont mobilisés. L'association coordonne au Pays basque les solidarités par ses

100 Kosovars

Hier après-midi, tous les partenar-

es exactions et les famines. Syriens, Afghans et Irakiens ont quittés ces chaos inextricables dont l'Occident ne sait que faire. « La Croix Rouge vient en appui. Elle amènera une aide technique matérielle au quotidien. Habillage, nourriture, soins médicaux, prise en charge sociale : le soutien est global.

« Toutes les familles n'étant pas encore identifiées, cela risque de prendre encore un peu de temps », tempère Patrick Dallennes.

« Nous avons accueilli dans le passé des Espagnols, des Italiens, et leurs descendants font partie intégrante de la population aujourd'hui. Ils nous ont aidés à bâtir l'industrie de la Soule. »



Des maires, tel Kotte Ecanarro, à Hendaye, ont rapidement réagi. (PHOTO: ARCHIVES JEAN-PAUL CHOPIN)

Des normes à vérifier

En effet, il s'agit aussi de vérifier les conditions d'accueil : nombre de douches suffisant ou non, état sanitaire des bâtiments, gardien-



nes de cet accueil se sont rencontrés in situ pour une réunion de « calage ». « Le site sera opérationnel lundi, même si les premiers migrants n'arriveront pas avant le milieu de semaine. » Le haut fonctionnaire garantit « des crédits supplémentaires » pour financer l'accueil. « Il n'y aura pas d'impact sur les moyens dédiés localement à l'hébergement d'urgence. »

« Le fracas du monde ne s'est jamais arrêté aux frontières des États. Et Saint-Étienne-de-Baigorri depuis la campagne basque, ne s'est jamais

envisagée comme un îlot hors de l'histoire. Quand, dans les années 1990, brûlait le Kosovo, le village avait reçu des réfugiés. « C'était il y a vingt-cinq ans », se souvient Jean-Michel Coscarat. « Ils étaient une centaine. Des familles. Ils avaient vécu là un an. Certains sont même restés dans le secteur. L'enseignant se souvient de ces trois enfants venus des Balkans, auxquels il avait fait la classe. » Nous avons une petite habitude de l'accueil des réfugiés. » Le Baigorrien le dit simplement, sans en faire un étendard.

rénées-Atlantiques

« Nous sommes en train de nous organiser pour accueillir les réfugiés. »

Les précurseurs

Pour autant, certains maires n'ont pas attendu longtemps avant de se manifester. Celui d'Hendaye, Kotte Ecanarro, rejoignait le réseau des villes refuges dès le courant de la semaine prochaine. « Nous allons tester cette première tranche du dispositif avant d'enclencher la suivante », ajoute le représentant de l'État. Actuellement, la préfecture est sur la piste de 20 logements supplémentaires – aux capacités d'accueil diverses – qu'elle n'a pas encore validés.

À moyen terme, les Pyrénées-Atlantiques souhaiteraient donc la bienvenue à près de 200 réfugiés

« Nous sommes en train de nous organiser pour accueillir les réfugiés. »

« Nous sommes en train de nous organiser pour accueillir les réfugiés. »

« Nous sommes en train de nous organiser pour accueillir les réfugiés. »

« Nous sommes en train de nous organiser pour accueillir les réfugiés. »

REPÈRES

4 500

Ce sont les chiffres officiels de la population de migrants qui se sont établis à Calais, dans ce camp de fortune appelé « la Jungle ». Au mois d'octobre, ils étaient environ 6 000. La différence s'expliquerait par les mesures d'hébergement mises en œuvre dans le reste du territoire français.

300

C'est le nombre de personnes qui, début septembre, ont manifesté à Bayonne pour « un accueil digne des migrants au Pays basque ». À l'appel de 33 associations, cette mobilisation avait débouché sur une réunion pour définir une capacité d'accueil. Les parlementaires Sylviane Alaux et Colette Capdevielle (PS), le maire de Bayonne Jean-René Etchegaray (UDI) et d'autres élus, majoritairement de gauche, participèrent à ce rassemblement. Le 3 octobre, une seconde mobilisation avait eu lieu, sous la forme d'une marche.

0

Parmi les associations du Pays basque spécialisées dans l'accompagnement des migrants, Besteàrekin (Avec l'autre, en basque) est plus particulièrement tournée vers l'aide aux familles déboutées du droit d'asile et les familles de demandeurs de l'asile politique, avec enfants à charge. Avec l'eusko, la monnaie alternative basque. Il est possible de soutenir Besteàrekin sans rien dépenser. En garantissant cette dernière (soit à l'adhésion, soit via l'association Euskal moneta), les adhérents à l'eusko peuvent faire bénéficier l'association de 3 % des montants convertis en euskos.



La mobilisation de septembre à Bayonne. (ARCHIVES EMILIE DURANVILLE)

L'accueil des migrants s'organise dans les Pyrénées-Atlantiques

HÉBERGEMENT Outre le VVF de Baigorri, Pau, Mourenx et Hendaye proposent quatre logements, selon le plan établi par la préfecture. Un 1^{er} pas

La préfecture coordonne l'accueil des migrants en provenance de la « jungle » de Calais. Depuis deux mois, maires et intercommunalités sont ainsi invitées par l'État à proposer leurs bâtiments inoccupés, pour l'hébergement temporaire de ces demandeurs d'asile. Dans les Pyrénées-Atlantiques, un coordonnateur de l'accueil a été nommé : le directeur départemental de la cohésion sociale, Franck Hourmat.

Celui-ci a notamment pour mission de récolter les offres en provenance des collectivités. Quant aux propositions de la société civile, elles seront étudiées ultérieurement.

« À ce stade, le département a bloqué 20 lits. Il ne s'agit là que d'un début, les communes étant toujours invitées à mentionner leur capacité d'accueil en communiquant le (les) lieu(x) vacant(s), sans oublier de préciser la durée d'hébergement (obligatoirement égale ou supérieure à trois mois) possible et les périodes disponibles. Siles campings, centres de loisirs, gîtes et autres, casernes vides ont attiré l'attention des services de l'État, l'action de ces derniers dépasse le simple cadre du recensement des offres.

« À ce stade, le département a bloqué 20 lits. Il ne s'agit là que d'un début, les communes étant toujours invitées à mentionner leur capacité d'accueil en communiquant le (les) lieu(x) vacant(s), sans oublier de préciser la durée d'hébergement (obligatoirement égale ou supérieure à trois mois) possible et les périodes disponibles. Siles campings, centres de loisirs, gîtes et autres, casernes vides ont attiré l'attention des services de l'État, l'action de ces derniers dépasse le simple cadre du recensement des offres.



Des maires, tel Kotte Ecanarro, à Hendaye, ont rapidement réagi. (PHOTO: ARCHIVES JEAN-PAUL CHOPIN)

Des normes à vérifier

En effet, il s'agit aussi de vérifier les conditions d'accueil : nombre de douches suffisant ou non, état sanitaire des bâtiments, gardien-

etc. Par ailleurs, le suivi des migrants est défini en lien avec les centres communaux d'action sociale (CCAS) et des associations habituées à travailler avec des publics en difficulté.

« Le public hébergé a vocation à obtenir rapidement le statut de réfugié, explique la préfecture. Dans l'attente de la délivrance de ce statut, l'État accompagne les demandeurs d'asile. » Un accompagnement auquel peuvent également participer les collectivités dans plusieurs domaines : scolarisation des enfants, informations sur la vie en France, aide à l'ouverture des droits ou encore cours de langue bénéfiques. « Nous n'avons pas encore atteint cette étape, souligne Patrick Dallennes. Cela viendra. »

En attendant, les CCAS des villes et des structures, comme Isard Gos, à Pau, sont largement mobilisés.

« Nous sommes en train de nous organiser pour accueillir les réfugiés. »

« Nous sommes en train de nous organiser pour accueillir les réfugiés. »

« Nous sommes en train de nous organiser pour accueillir les réfugiés. »